



Assemblée générale

Distr. générale
24 octobre 1997
Français
Original : anglais

Cinquante-deuxième session
Point 20 b) de l'ordre du jour
Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par l'Organisation des Nations Unies, y compris
l'assistance économique spéciale : assistance économique
spéciale à certains pays ou régions

Assistance d'urgence au Soudan

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	Paragraphe	Page
I. Introduction	1-2	2
II. La situation au Soudan	3-18	2
III. Opérations d'urgence et opération Survie au Soudan	19-62	4
A. Généralités	19-20	4
B. Faits nouveaux intervenus sur les plans politique et militaire et affectant les secours humanitaires	21-27	5
C. Restrictions de l'accès	28-32	6
D. Personnes déplacées dans le pays	33-37	7
E. Organisations non gouvernementales	38-41	7
F. Secours alimentaires	42-45	8
G. Assistance non alimentaire	46-57	9
H. Assistance aux réfugiés	58-62	10
IV. Mesures prises par les États Membres	63-68	11
V. Observations finales	69-71	11

I. Introduction

1. Dans sa résolution 51/30 I du 17 décembre 1996 concernant l'assistance d'urgence au Soudan, l'Assemblée générale, notant que, en dépit des progrès réalisés dans le cadre de l'opération Survie au Soudan, les contributions versées à la suite de l'appel global interinstitutions lancé en 1996 pour financer l'Opération avaient diminué, et que les besoins demeuraient considérables, surtout dans les domaines de l'aide non alimentaire, a pris note avec satisfaction de la coopération que le Gouvernement soudanais offrait à l'Organisation des Nations Unies et a encouragé la poursuite de cette coopération. L'Assemblée a souligné que l'opération Survie au Soudan devait être conduite de manière efficace, transparente et efficiente, le Gouvernement soudanais devant participer pleinement à son administration et à sa gestion. Elle a également souligné qu'il importait d'assurer la sécurité d'accès du personnel qui portait secours à tous ceux qui en avaient besoin et de respecter rigoureusement les principes et directives de l'opération Survie au Soudan. À cet égard, l'Assemblée a exhorté toutes les parties concernées à continuer d'apporter toute l'assistance possible, notamment en facilitant l'acheminement des secours et les déplacements du personnel qui les distribuait, afin que l'opération Survie au Soudan produise les meilleurs résultats dans toutes les zones touchées du pays.

2. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à mobiliser des ressources et à coordonner l'assistance en faveur de l'opération Survie au Soudan, et de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur la situation d'urgence dans toutes les régions touchées. Le présent rapport, qui fait suite à cette demande, couvre la période allant d'octobre 1996 à juillet 1997.

II. La situation au Soudan

3. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, plusieurs parties se sont efforcées de trouver des solutions pacifiques au conflit civil qui secouait le pays. Malgré leurs efforts, les combats se sont intensifiés, provoquant une déstabilisation et une détérioration encore plus grandes des conditions de vie de millions de civils soudanais. Cette situation a exacerbé la crise humanitaire, imposant d'énormes contraintes à des millions de personnes vivant déjà en deçà du niveau de subsistance. Les populations les plus exposées, en particulier les personnes déplacées en raison de la guerre, ont continué à souffrir de malnutrition et à être victimes de la prolifération des maladies infectieuses. En

outre, une sécheresse prolongée a sévi dans une bonne partie du nord du pays où plus de deux millions de personnes risquaient une famine grave.

4. L'action entreprise dans le cadre de l'opération Survie au Soudan a surtout été entravée par les restrictions imposées par une ou plusieurs parties et aussi par le manque de financement. Dans les zones où les secours ont été entravés ou limités, les ressources se sont épuisées et des communautés entières se sont retrouvées sans bétail, sans céréales et sans produits commercialisables. Dans les régions du sud et de la zone de transition touchées par la guerre, le long mouvement de la désintégration des réseaux communautaires s'est accéléré, laissant entrevoir la perspective de nouveaux déplacements à l'intérieur d'un pays où l'on recense le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. La capacité des populations en danger de s'adapter grâce aux mécanismes traditionnels ne peut plus être tenue pour acquise. À ce stade, la seule manière de prévenir une catastrophe humanitaire aux conséquences mortelles et difficilement maîtrisable consiste à relever d'urgence le niveau des secours d'urgence et à assurer un accès adéquat aux populations en danger.

5. Si l'assistance humanitaire peut maintenant être fournie par voie aérienne à un plus grand nombre de zones, ce qui élargit la portée du programme, l'intervention humanitaire des Nations Unies dans le cadre de l'opération Survie au Soudan a continué de pâtir gravement des restrictions que le Gouvernement soudanais a imposées à l'acheminement des secours aux populations dans le besoin. Les restrictions concernant l'accès par voie aérienne ou fluviale, la suspension des vols de l'opération Survie au Soudan, le refus d'autoriser l'utilisation des avions Hercules C-130, ou délivrer au personnel international des autorisations leur permettant de se rendre dans des zones du sud et la confiscation par les services de sécurité gouvernementaux du matériel de communication ont considérablement entravé l'acheminement des secours aux populations en danger dans les zones touchées par la guerre.

6. La situation s'est améliorée en juin et juillet 1997, avec une réduction des refus d'autorisation de vol à 4 et 8 zones respectivement, alors que le nombre moyen de refus était de 17 par mois pendant la période couverte par le présent rapport. Trois convois de péniches ont également reçu du Gouvernement et des mouvements rebelles l'autorisation de circuler. En outre, l'utilisation des avions Hercules C-130, suspendue en avril et mai, a repris à la mi-juin 1997.

7. En raison du déclenchement des hostilités à la frontière est du Soudan, en janvier 1997, il a fallu dispenser des secours à de nouvelles populations. L'opération Survie au Soudan a tenté d'évaluer les besoins dans cette région mais

ses efforts ont été entravés par le Gouvernement; en effet, si deux mois environ après la demande initiale, les autorités ont autorisé les Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales à se rendre dans les zones tenues par le Gouvernement, elles ont refusé à une équipe des Nations Unies l'autorisation de se rendre dans des zones qui venaient de passer aux mains des rebelles.

8. En janvier 1997, l'Armée de libération du peuple soudanais (APLS) a lancé une vaste offensive qui, partie de l'État du Nil Bleu, avait atteint, à la fin de juillet 1997, Terekeka, située à 50 kilomètres au nord de Juba, sur le Nil. L'offensive de l'APLS a contraint des milliers de civils déplacés à fuir pour rejoindre les positions gouvernementales. Au même moment, des dizaines de milliers de Soudanais réfugiés sont revenus des camps où ils vivaient dans le nord de l'Ouganda pour s'installer dans les zones nouvellement tenues par l'APLS. L'intensification du conflit s'est traduite par une multiplication des restrictions concernant les activités de l'opération Survie au Soudan, et notamment par le nombre record de zones où le Gouvernement comme l'APLS ont interdit les vols.

9. En guise de représailles contre les restrictions gouvernementales, et selon une pratique instaurée en 1996, le MPLS a maintenu ses propres interdictions de vol dans un certain nombre de zones. Cette mesure a encore limité la capacité de l'opération Survie au Soudan de répondre aux besoins des populations en danger dans les zones de conflits.

10. L'opération Survie au Soudan s'est efforcée de faire parvenir à 4,2 millions de bénéficiaires potentiels dans le sud du pays, dans la zone de transition et dans les camps de personnes déplacées à Khartoum une assistance alimentaire et non alimentaire. Si les restrictions concernant l'accès et un recul marqué des contributions financières ont gêné le développement du programme, l'Opération a enregistré quelques résultats remarquables, dont une utilisation accrue des voies terrestres pour l'acheminement des produits non alimentaires, ce qui a permis d'améliorer la rentabilité des opérations et le suivi du programme. Des organismes des Nations Unies et des ONG ont ainsi pu intervenir rapidement dans des situations d'urgence extrême dans le sud du Soudan.

11. Le bombardement aveugle de populations civiles par les avions gouvernementaux s'est poursuivi pendant toute la période à l'examen. Entre août 1996 et juillet 1997, 56 bombardements distincts de civils en 30 endroits ont été confirmés. L'incident le plus grave s'est produit dans un village d'Équatoria-Ouest mitraillé par des hélicoptères de combat qui ont tué 6 villageois, en ont blessé 41 autres et ont détruit 30 maisons et deux églises. Lors d'un autre incident,

un avion a bombardé des populations déplacées dans un camp à Labone (Équatoria-Est), blessant 10 personnes.

12. Le personnel des programmes d'assistance a plusieurs fois été arrêté et pris en otage par les parties au conflit au cours de la période à l'examen. L'incident le plus grave a eu lieu en novembre 1996 : 3 fonctionnaires internationaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et 5 blessés de guerre qui venaient de quitter l'hôpital du CICR à Loping ont été pris en otage à Wunrok, dans le Bahr el-Ghazal, par les forces loyales à Kerubino Kwanying Bol. Après cinq semaines de détention, les trois expatriés ont finalement été libérés, le 8 décembre 1996. L'incident a provoqué la suspension des activités du CICR dans le pays; cette mesure, qui est toujours en vigueur, sera maintenue jusqu'à ce que soit retirée l'accusation selon laquelle l'avion du CICR qui transportait le personnel du programme d'assistance et les blessés de guerre transportait aussi des armes et des munitions.

13. Les organismes des Nations Unies qui prennent part à l'opération Survie au Soudan ont engagé d'importantes réformes au cours de la période à l'examen. Ces réformes résultent de l'évaluation de l'Opération qui a été présentée, en septembre 1996, au Gouvernement, aux factions du sud, aux donateurs et aux organismes des Nations Unies, lors d'une série de réunions organisées à Genève par le Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU. Cette évaluation constituait le premier examen indépendant de l'opération Survie au Soudan au cours de ses sept années d'existence. À ce jour, plus de la moitié des 26 recommandations générales issues de l'évaluation ont été mises en application. Les réformes ont notamment porté sur l'instauration de la formule du partage des coûts au camp de Lokichokio, dans le nord du Kenya, le transfert au Département des affaires humanitaires du Groupe de coordination de l'aide humanitaires qui relevait du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la création de plusieurs nouveaux postes de gestion dans le secteur nord de l'opération Survie au Soudan ainsi qu'au sein du Groupe de coordination de l'aide humanitaire, l'harmonisation des méthodologies d'évaluation de l'Opération et la mise en place, dans le secteur nord de l'Opération, d'un programme intégré pour les personnes déplacées au Soudan, destiné à améliorer la coordination et la protection. En outre, le Comité consultatif international sur l'opération Survie au Soudan avait reçu pour mission de mobiliser, par le biais de consultations périodiques régulières, le soutien nécessaire aux activités de l'Opération. Le Comité consultatif, qui s'est réuni deux fois au cours de la période à l'examen, continuera de se réunir deux fois par an.

14. Au cours de la période précédente, plusieurs grands donateurs avaient annoncé qu'ils suspendaient leurs contributions en attendant les résultats de l'évaluation de l'opération Survie au Soudan. En dépit des réformes que l'évaluation a provoquées, dans les domaines de la gestion et des programmes, l'appui des donateurs aux programmes d'assistance au Soudan ne s'est que légèrement renforcé, ce qui a entraîné une contraction des ressources financières. À la mi-juillet 1997, les donateurs n'avaient versé que 26,1 millions de dollars des États-Unis, soit 21,6 % sur le montant de 120,8 millions de dollars demandé par le Département des affaires humanitaires dans le cadre de l'appel global interinstitutions lancé en 1997. La diminution des ressources financières de l'Organisation des Nations Unies a limité la capacité de l'Opération de remplir sa mission. En outre, du fait de la détérioration des services fournis, la viabilité de l'opération Survie au Soudan a commencé à susciter des doutes chez les partenaires de ce projet.

15. En septembre 1996, Vieri Traxler a démissionné de ses fonctions d'Envoyé spécial pour les affaires humanitaires au Soudan. Il a été remplacé en avril 1997 par Robert van Schaik qui a effectué sa première mission au Soudan et au Kenya en juin 1997. Lors de cette mission, l'Envoyé spécial a obtenu du Gouvernement et des factions du sud qu'ils s'engagent à rendre le climat plus propice à l'accomplissement de la tâche des organismes humanitaires.

16. L'Accord de paix signé par le Gouvernement et les anciens mouvements rebelles, à savoir l'Armée/Mouvement pour l'indépendance du sud du Soudan (AISS/MISS), l'Armée de libération du peuple soudanais Bahr el-Ghazal (APLS-BaG) et quelques autres factions de moindre importance qui se sont regroupées au sein du nouveau Front démocratique uni du salut (FDUS), a pris force de loi, à la suite d'un décret constitutionnel daté de juillet 1997. Ce décret portait également création d'un conseil de coordination chargé d'administrer le sud du Soudan pendant une période transitoire de quatre ans, qui serait suivie d'un référendum d'autodétermination. Cette évolution laisse entrevoir la perspective d'un retour en masse des populations déplacées vers les zones tenues par le FDUS, notamment le haut Nil et Jonglei. Toutefois, la principale faction rebelle, à savoir l'APLS, n'a pas pris part aux négociations sur l'Accord de paix.

17. Les initiatives promues par l'Office intergouvernemental pour le développement (IGAD), anciennement connu sous le nom d'Office intergouvernemental pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), afin de trouver une solution au conflit soudanais ont porté leurs fruits lorsqu'à la réunion au sommet de l'IGAD en juillet 1997, le Gouvernement soudanais a accepté que la Déclaration de

principes de 1994 serve de base aux discussions et négociations engagées avec l'APLS. Cet élément nouveau a constitué un pas en avant dans la recherche de termes de négociations acceptables par tous. La réunion au sommet a prié le président de l'initiative de paix de l'IGAD ainsi que les parties au conflit d'adopter toutes les mesures pouvant permettre la reprise rapide des négociations.

18. En février 1997, le PNUD a mis en place un programme de règlement des conflits et de relèvement après les conflits, avec l'approbation du Gouvernement et de l'APLS. Ce programme a pour but d'utiliser l'assistance technique fournie par les organismes des Nations Unies comme instrument de règlement des conflits. En juillet 1997, le Groupe du déminage et des politiques en la matière a dépêché une mission d'évaluation à Khartoum et à Nairobi, en réponse à la demande du Gouvernement qui souhaitait que l'on étudie les aspects techniques d'un programme de déminage éventuel. Les décisions relatives à ce programme seront prises après la publication du rapport définitif de la mission en octobre 1997.

III. Opérations d'urgence et opération Survie au Soudan

A. Généralités

19. En dépit des difficultés que rencontrent les organismes humanitaires, l'opération Survie au Soudan et les ONG partenaires ont réduit les risques d'une famine généralisée dans les zones touchées par la guerre ou la sécheresse en livrant 55 013 tonnes de nourriture entre août 1966 et juin 1997 à environ deux millions de personnes. Les organismes de l'Opération ont également soutenu et coordonné diverses activités de secours et de relèvement dans les secteurs suivants : soins de santé primaires, sécurité alimentaire des ménages, santé du bétail, eau et assainissement, enseignement palliatif, enfants vivant dans des situations particulièrement difficiles, femmes et développement, renforcement des capacités, principes humanitaires et droits de l'enfant. Pour appuyer ces projets, on a livré 2 643 tonnes de secours provenant de la base de l'Opération à Lokichokio, ainsi que 1 426 tonnes de fournitures au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) provenant de Khartoum.

20. L'opération Survie au Soudan a continué, comme par le passé, à recevoir l'appui du Groupe de coordination de l'aide humanitaire du Secrétariat à Khartoum, qui a joué un rôle décisif dans la collecte des informations sur la crise humanitaire ainsi que dans leur diffusion aux donateurs, aux

organismes participants et au personnel gouvernemental. Le Groupe a également facilité les activités interinstitutions et s'est occupé de suivre de la situation des personnes déplacées dans tout le pays. En tant qu'organisme chef de file pour le secteur sud de l'opération Survie au Soudan, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a poursuivi son travail de coordination et de facilitation.

B. Faits nouveaux intervenus sur les plans politique et militaire et affectant les secours humanitaires

21. L'insécurité générale a gravement touché les zones où les populations vulnérables vivent en grand nombre, soit, en particulier, le nord du Bahr el-Ghazal, le nord de Jonglei et l'est du Haut-Nil. La propagation des hostilités a mis de nouvelles populations en danger, tandis que des incidents relevant de questions de sécurité ont entraîné de sérieux revers pour les programmes d'assistance en cours.

22. En septembre 1996, dans la région de l'Équatoria, les forces gouvernementales se sont emparées de Loronyo, jusqu'alors tenue par l'APLS. De petits accrochages ont continué de se produire jusqu'à ce que l'APLS en janvier 1997, ait pris, dans le cadre d'une offensive de grande envergure, le contrôle d'une série de villes stratégiques au sud de Juba. Des milliers de Soudanais ont alors fui vers Juba et les localités proches contrôlées par le Gouvernement. Dans le même temps, des dizaines de milliers de réfugiés soudanais ont quitté les camps du nord de l'Ouganda pour rentrer dans les régions de Yei et Kajo Keji. Au cours du second semestre de 1996, des milliers d'autres, fuyant le conflit dans l'ex-Zaïre, sont rentrés en Équatoria-Ouest, où ils ont trouvé un abri sûr dans les camps de personnes déplacées.

23. Pratiquement toutes les opérations de secours menées dans les régions septentrionales du Bahr el-Ghazal, qui ne sont pas contrôlées par le Gouvernement, ont été perturbées par les milices de Kerubino Kwanyin Bol. Basées dans la ville de Gogrial, les forces de Kerubino ont lancé dans les villages environnants des opérations de «terre brûlée», pillé les stocks de secours et brûlé réserves de céréales, maisons et autres possessions non transportables. De telles actions, qui se déroulent souvent au moment où le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue des vivres, sont devenues chose courante depuis la fin de 1993, laissant des dizaines de milliers de civils sans accès permanent aux soins médicaux, aux services d'éducation ou autres services de secours. Lorsque, en 1997, l'APLS a lancé une offensive qui lui a permis de prendre le contrôle de plusieurs garnisons, plus de

20 000 personnes récemment déplacées ont fui vers Wau et d'autres localités tenues par le Gouvernement.

24. En juin 1996, les forces de l'AISS se sont emparées d'Akobo, à la frontière éthiopienne, où les forces de l'APLS aidaient activement l'Alliance démocratique nationale, qui regroupe les forces d'opposition, à préparer une offensive au sud du Nil Bleu. À l'ouest d'Akobo, les affrontements entre factions de l'APLS et de l'AISS se sont apaisés au milieu de l'année 1996, permettant aux opérations de secours de reprendre dans les régions environnantes. Les combats ont toutefois recommencé en juillet 1997.

25. Dans les régions du Nil Bleu, des collines de la mer Rouge et de Kassala aux frontières de l'Éthiopie et de l'Érythrée, des combats ont éclaté entre les forces du Gouvernement et les troupes alliées constituées de membres de l'APLS et des Forces de l'Alliance du Soudan, ces dernières étant un groupe armé associé à l'Alliance démocratique nationale. Au cours de l'offensive qu'elle a menée en janvier, l'APLS a pris le contrôle de Kurmuk et Qeissan, et s'est dirigée vers Damazin, provoquant le déplacement de 40 000 à 50 000 personnes. Le Gouvernement a refusé aux organisations non gouvernementales internationales l'autorisation de participer à une mission envoyée dans la région pour évaluer les premiers besoins, mais leur a permis de prendre part à une seconde mission organisée deux mois plus tard. Entre janvier et mars 1997, les Forces de l'Alliance du Soudan ont aussi attaqué les régions frontalières des collines de la mer Rouge et de Kassala, menant des raids contre les garnisons des forces gouvernementales. Des troupes appartenant aux Forces de l'Alliance du Soudan ont par ailleurs occupé le camp du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Garora, dans les collines de la mer Rouge, amenant 12 500 réfugiés érythréens à franchir la frontière vers leur pays d'origine. Les routes fortement minées interdisaient l'accès à la région.

Incidents affectant la sécurité du personnel des organismes de secours

26. On a procédé entre août 1996 et juillet 1997 à 56 évacuations de personnel des organismes de secours, à partir de 30 localités du secteur sud de l'opération Survie au Soudan. La plupart de ces évacuations ont été rendues nécessaires par les actions des milices, qui ont notamment effectué des bombardements aériens. Trente évacuations, dont sept depuis Akobo (Haut-Nil), ont eu lieu à partir de la zone de Bahr el-Ghazal, la moins sûre des régions desservies par l'opération Survie au Soudan. L'insécurité régnant dans les couloirs routiers, en raison notamment des mines terrestres et du banditisme, a aussi affecté le personnel. Par ailleurs, de nombreux incidents se sont produits, lors desquels les

autorités gouvernementales ou les forces d'opposition se sont livrées à des détentions arbitraires, mettant ainsi en danger la sécurité du personnel des organismes de secours.

27. De nouvelles inquiétudes sont apparues après que le Ministre soudanais de l'information eut déclaré, le 2 avril 1997, que le personnel des organisations internationales agissant dans des zones tenues par les forces rebelles, sans l'accord du Gouvernement serait considéré par les forces gouvernementales comme une cible militaire légitime.

C. Restrictions d'accès

Autorisations de vol

28. Bien que le nombre de points accessibles aux organismes d'assistance humanitaire par voie aérienne ait atteint 167 en décembre 1996, le Gouvernement a refusé l'autorisation d'atterrir dans 17 localités en moyenne et par mois entre août 1996 et juillet 1997, contre 12 localités en moyenne et par mois pour la période couverte par le précédent rapport; il est allé jusqu'à opposer 20 à 33 refus par mois entre janvier et mars 1997. Il a en outre suspendu tous les vols de l'OMS et de l'UNICEF entre le 24 avril et le 14 mai 1997, et du 4 au 11 juin 1997 pour les vols provenant de Lokichokio. En avril et mai 1997, le Gouvernement a imposé des restrictions sur l'utilisation de l'avion Hercules C-130, indispensable pour acheminer les vivres pendant la période de «manque», entre mai et août. De nouvelles difficultés sont apparues lorsque certains avions auxquels le Gouvernement avait délivré une autorisation écrite, ont dû faire demi-tour lorsque, à mi-parcours, la tour de contrôle de Juba leur a refusé l'autorisation de pénétrer dans l'espace aérien soudanais. Le Gouvernement a interdit de vol la zone au sud des lignes Juba-Torit-Kapoeta et Juba-Yei-Kaya, d'abord entre décembre 1995 et février 1996, puis entre mai 1996 et février 1997, après quoi l'interdiction a été levée. Elle a de nouveau été imposée pendant un mois en avril 1997.

29. Le MPLS a refusé 14 autorisations de vol entre août 1996 et juillet 1997. L'APLS a aussi menacé, le 23 octobre 1996, d'abattre tout avion qui tenterait d'atterrir à Akobo (Jonglei), mais s'est rétractée cinq jours plus tard. L'Accord de l'IGADD, signé en 1994, définit 66 couloirs aériens; l'un d'eux a été fermé pendant huit mois de l'année, et quatre autres l'ont été pendant un ou deux mois.

Opérations fluviales

30. Des restrictions ont aussi été imposées sur les opérations fluviales. Ainsi, le convoi qui devait quitter Juba en janvier 1997 a été annulé en mai, faute d'avoir pu obtenir du Gouvernement les autorisations nécessaires. En conséquence de quoi, le long du couloir de Juba, 420 000 personnes environ ont manqué de vivres, et 15 000 enfants de moins de cinq ans, qui n'avaient pas pu être vaccinés, ont été laissés sans défense face à la rougeole. Cet incident a forcé le PAM à recourir à la solution coûteuse qui consistait à approvisionner Juba par voie aérienne. Les factions rebelles ont elles aussi entravé sensiblement la circulation des convois de péniches, empêchant l'aide alimentaire de parvenir aux populations des rives du fleuve. En août 1996, des soldats de l'APLS unifiée ont arrêté un convoi de péniches entre Renk et Malakal, et ont détenu deux représentants du Gouvernement sept jours durant.

Accès par route

31. Mines terrestres et embuscades ont été une menace permanente pour les convois humanitaires voyageant par route, en particulier lorsqu'ils venaient du Kenya ou de l'Ouganda. Entre août 1996 et juillet 1997, 15 véhicules de l'opération Survie au Soudan ont été pris en embuscade au Soudan, au Kenya ou en Ouganda. En raison de la montée de l'insécurité au nord de l'Ouganda pendant le deuxième semestre 1996, les principales routes menant aux camps de personnes déplacées situés au sud du Soudan ont été fermées à de nombreuses reprises. Dans le nord du pays, le PAM a dû interrompre l'acheminement de l'assistance alimentaire aux réfugiés des collines de la mer Rouge, les principales routes d'accès étant minées.

Circulation du personnel

32. Le Gouvernement a systématiquement refusé au personnel des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales l'autorisation de circuler. Entre janvier et juin 1997, le PAM n'a donc pu mener que 14 missions d'évaluation, alors qu'il avait demandé l'autorisation de se rendre dans plus de 25 localités. Alors qu'il avait été organisé à la demande expresse du Gouvernement, le convoi aérien qui s'est rendu à Juba au mois d'avril a été retardé parce qu'un responsable international chargé de contrôler l'assistance alimentaire n'avait pas pu recevoir d'autorisation en temps voulu.

D. Personnes déplacées dans le pays

33. Les personnes déplacées vivant dans les localités contrôlées par le Gouvernement ont continué d'être les plus mal desservies par l'opération Survie au Soudan. Restrictions d'accès, mesures du Gouvernement, difficultés de financement et insécurité ont compliqué l'acheminement d'une assistance humanitaire à ces populations. L'escalade du conflit a provoqué le déplacement de nouvelles populations, notamment celles des frontières de l'Éthiopie et de l'Érythrée, ainsi que celles des États du Sud. À la fin de 1996, des milliers de réfugiés soudanais fuyant les conflits de l'ex-Zaïre sont rentrés en Équatorial-ouest pour s'installer dans les camps d'Ezo, Kotobi et Mundri. Au premier trimestre 1997, les dizaines de milliers de réfugiés soudanais ont quitté les camps du nord de l'Ouganda pour rentrer dans les régions de Yei et Kajo Keji (Équatoria-Est).

34. Les graves inondations qui se sont produites dans l'agglomération de Khartoum en septembre 1996 ont ravagé les quatre camps officiels et de nombreux autres lieux où étaient installées des personnes déplacées. En réponse à un appel d'urgence lancé par le Département des affaires humanitaires, les donateurs ont versé 150 000 dollars des États-Unis afin d'aider à répondre aux besoins pressants des 10 000 familles touchées. Par la suite, en vue d'éviter que la catastrophe de 1996 ne se reproduise, le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont pris conjointement des mesures visant à prévenir les inondations.

35. Plusieurs initiatives ont été prises pour réinstaller des personnes déplacées. Toutefois, l'insécurité persistante a sapé l'action des organismes des Nations Unies dans certaines localités, dont Juba. Après la signature de l'Accord de paix en avril 1997, un petit nombre de personnes déplacées ont spontanément quitté Khartoum pour se rendre dans la région du Haut-Nil; leur réinsertion a cependant été freinée par le manque de travail, la médiocrité des services sociaux et l'insécurité. Comme c'était le cas au cours de la période couverte par le précédent rapport, les opérations de réinstallation des personnes déplacées dans les zones tenues par les rebelles ont été entravées par les problèmes d'insécurité, mais aussi par les difficultés de transport et d'accès.

36. Bien que le Gouvernement ait toujours une politique mal définie à l'égard des personnes déplacées, il a annoncé en février 1997 que les quatre camps officiels de l'État de Khartoum, où vivaient environ 350 000 personnes, seraient démantelés au cours de l'année, et que les personnes qu'ils abritaient seraient soit transférées dans des «villages de la paix» de l'État de Khartoum, soit réinstallées. Dès que ces

projets ont été annoncés, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont demandé au Gouvernement de donner son accord pour que des procédures spécifiques soient suivies. À la fin de la période couverte par le présent rapport, les discussions avec le Gouvernement étaient toujours en cours. Les projets de transfert se sont par ailleurs précisés lorsque, après la signature de l'Accord de paix, de hauts responsables ont annoncé qu'il était prévu de transférer les populations vivant dans l'agglomération de Khartoum vers des zones contrôlées par l'UDSF. On pense que ces opérations commenceront après la fin de la saison des pluies, en novembre 1997. Bien que les organisations humanitaires aient exprimé leur inquiétude quant au choix des lieux de relogement, elles reconnaissent très largement que l'Accord de paix pourrait marquer le début de réinstallations à grande échelle et à long terme. Les négociations relatives aux conditions à remplir, et à d'autres problèmes d'ordre politique, devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.

37. Les mesures de réaménagement urbain que le Gouvernement avait prises pour l'agglomération de Khartoum ont continué de se traduire à une échelle toutefois moindre que les années précédentes par la démolition de camps de squatters situés sur des terrains à bâtir. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des milliers de familles ont été touchées par les démolitions qui ont eu lieu à Takamul et Karton Kassala (Khartoum-Nord), à Angola (Omdurman), et à Mayo City (Khartoum-Sud).

E. Organisations non gouvernementales

38. Les organisations non gouvernementales internationales ont continué d'apporter une aide humanitaire essentielle, notamment en fournissant une alimentation d'appoint, ainsi que par des programmes nutritionnels, la prévention et le traitement des maladies, l'assainissement, l'eau, les programmes de travail contre la nourriture, l'éducation et la sécurité alimentaire des ménages. Comme au cours des périodes couvertes par les précédents rapports, les organisations non gouvernementales ont été les principaux partenaires opérationnels de l'opération Survie au Soudan. Bien que des ONG présentes dans des localités contrôlées par le Gouvernement aient lancé plusieurs projets nouveaux, leurs activités ont continué d'être restreintes, et les ONG ont continué de se heurter à des difficultés lorsqu'il s'agissait de mener des missions spéciales d'évaluation des besoins. Si la nomination d'un nouveau Commissaire général à la tête de la Commission de l'aide humanitaire, en avril 1997, a suscité les espoirs de la communauté internationale, les changements au sein de

l'administration ne sont pas intervenus aussi rapidement qu'on l'espérait.

39. Outre qu'il délivre en retard ou refuse aux organisations non gouvernementales internationales visas d'entrée, permis de travail initiaux ou autorisations de se déplacer à l'intérieur du pays, le Gouvernement a aussi tenté d'introduire, pour la fourniture de vivres au niveau local, de nouvelles procédures d'appel d'offres non concurrentielles en obligeant les organisations humanitaires à acheter ces vivres par l'intermédiaire d'organisations paraétatiques. Après plusieurs mois d'attente pendant lesquels les populations à risque de Kordofan et Darfour n'ont reçu aucune assistance et à la suite de protestations vigoureuses de la part des organismes des Nations Unies et des donateurs, le Gouvernement a accepté de recourir à des procédures plus ouvertes.

40. Comme les années précédentes, les organisations non gouvernementales présentes dans les zones contrôlées par les rebelles se sont vu imposer des restrictions sur leurs opérations humanitaires. En raison à la fois de l'intensification du conflit et des refus d'autoriser les avions à atterrir dans certaines localités, il a fallu procéder à 56 transferts et interrompre de nombreux programmes d'assistance. L'action des organisations non gouvernementales a aussi été affectée par le non-respect des directives de la part des factions rebelles. En effet, les soldats rebelles armés sont entrés avec effraction dans les bâtiments des ONG de Pochala (Jonglei), et Tambura (Équatoria-Ouest), pour y voler des vivres. Le 15 mai 1997, le personnel de l'opération Survie au Soudan a dû être évacué d'Akobo (Haut-Nil), du fait que les violations de ces directives, et notamment l'imposition de restrictions à l'utilisation du matériel de communication, n'ont cessé de se multiplier.

41. À la suite des recommandations issues du rapport d'évaluation de l'opération Survie au Soudan, les membres de l'Opération présents dans le secteur sud, soit deux organismes des Nations Unies (le PAM et l'UNICEF) et plus de 35 ONG, se sont réunis en janvier 1997 pour définir une attitude commune sur les principales questions de politique générale. Ils sont parvenus à un accord sur des mesures spécifiques destinées à améliorer la qualité de l'Opération, notamment sur les critères que les organisations devront remplir pour pouvoir y participer, des stratégies sectorielles et régionales, et un engagement renouvelé en faveur des principes de l'Opération et du renforcement des capacités au niveau local. En 1997, on a pris dans le secteur nord de l'Opération, afin de régler les problèmes de fonctionnement, des mesures consistant à élaborer des stratégies communes sous les auspices du Forum de l'aide humanitaire récemment créé.

F. Secours alimentaires

42. La mission d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire menée en novembre 1996 par la FAO et le PAM prévoyait que la récolte de céréale atteindrait au total 5,3 millions de tonnes pour la période 1996-1997, dépassant même la récolte record de 1994-1995. En avril 1997, une équipe de la FAO a affirmé que la récolte s'était élevée en fait à 5,4 millions de tonnes. Selon la mission d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire, la majeure partie de la récolte proviendra des régions traditionnellement excédentaires, c'est-à-dire des États de l'est du pays. Dans son rapport, la mission a bien précisé que les régions sujettes à la sécheresse, comme celles de Kordofan et Darfour, ou les États des collines de la mer Rouge, continueraient à souffrir d'une grave crise alimentaire. Elle a conclu que l'insécurité persistante dans le sud du Soudan et dans la zone de transition continuerait à influencer la sécurité alimentaire et se traduirait par une famine généralisée.

43. Sur la base des données fournies par l'opération Survie au Soudan et les missions d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire menées par la FAO et le PAM, on a estimé qu'il faudrait en 1997 apporter 78 650 tonnes de secours alimentaires à 2,6 millions de personnes, dont 2,2 millions au sud du Soudan. On a évalué ces besoins à 31 922 tonnes pour le secteur nord et 46 728 tonnes pour le secteur sud. Une partie des vivres serait fournie par les organisations non gouvernementales. Par ailleurs, un appel global interinstitutions a été lancé en février 1997 afin de recueillir les fonds nécessaires au PAM pour répondre aux besoins en vivres, qu'on évaluait à 24 781 tonnes. En avril 1997, le PAM a distribué 2 850 tonnes supplémentaires aux quelques 50 000 personnes souffrant de la grave pénurie alimentaire qui sévissait dans les États du nord du pays, touchés par la sécheresse.

44. En raison des restrictions imposées aux programmes d'assistance alimentaire, le PAM n'a pu satisfaire que 24 % des besoins estimés du secteur nord et 36 % de ceux du secteur sud. Il a cependant été en mesure d'organiser plusieurs ponts aériens d'urgence vers Juba et Wau entre avril et juillet 1997. Cent vingt tonnes de vivres et de semences fournies par l'UNICEF ont aussi été distribuées par avion.

45. Après que l'Envoyé spécial des Nations Unies pour les affaires humanitaires au Soudan s'est rendu sur place en juin 1997, le PAM a soumis au Gouvernement une nouvelle proposition, dans laquelle il prévoyait d'utiliser quatre convois de péniches pour desservir plus de 650 000 personnes dans les localités accessibles depuis les principaux

fleuves. Trois convois de ce type sont partis à la mi-juillet 1997; un quatrième devait partir à la mi-août.

G. Assistance non alimentaire

46. L'UNICEF fournit des secours d'urgence aux réfugiés, personnes déplacées et rapatriés nouvellement arrivés ainsi qu'aux victimes des inondations dans tout le Soudan malgré les difficultés rencontrées pour acheminer l'assistance non alimentaire dans de nombreuses régions. Le Fonds a néanmoins poursuivi l'exécution de projets de renforcement des capacités des organismes gouvernementaux, groupes communautaires et organisations non gouvernementales autochtones participant à l'opération Survie au Soudan. Dans le cadre du Programme humanitaire, le Fonds et le personnel soudanais de contrepartie ont organisé 20 ateliers de sensibilisation aux questions de protection au sud du Soudan et au Kenya. Le Fonds a aussi continué à encourager la prise en compte dans les programmes sectoriels des questions de parité entre les sexes. Dans le secteur nord, l'UNICEF a renforcé ses capacités de planifications de suivi et d'évaluation et a également travaillé à l'établissement de cartes d'indicateurs sociaux au niveau infranational. Les activités menées dans des secteurs particuliers sont décrites ci-après.

Santé

47. Les maladies diarrhéiques, le paludisme et les infections respiratoires aiguës demeurent les principales causes de mortalité et de morbidité dans le sud du Soudan, dans la zone de transition et dans les camps de personnes déplacées à Khartoum. Tant l'incidence que la gravité des maladies tropicales endémiques se sont accrues, et elles ont parfois atteint des proportions épidémiques. On estime que 4,2 millions de personnes bénéficiaient de services de santé de base : 3,4 millions au sud du Soudan, 445 000 dans la zone de transition et 395 000 dans l'agglomération de Khartoum. Comme durant les périodes précédentes, l'UNICEF a distribué des fournitures médicales essentielles aux centres de soins dans les zones contrôlées par le Gouvernement ou par les rebelles et a dispensé une formation.

48. Les organismes participant à l'Opération et leurs partenaires soudanais se sont efforcés de maîtriser, traiter et prévenir les poussées épidémiques de plusieurs maladies endémiques au Soudan. Le Fonds a assuré la coordination d'ensemble, l'appui et l'acheminement des fournitures pour le traitement de maladies telles que les diarrhées graves, le choléra, le paludisme, la rougeole et la polio. Des poussées ponctuelles de rougeole ont été maîtrisées par des campagnes de vaccination massive. La vaccination contre la polio a aussi

été accélérée. Médecins sans frontières (Pays-Bas) a continué à coordonner le programme de traitement du kala-azar, et 640 nouveaux patients ont ainsi été traités entre avril 1996 et avril 1997.

49. Le sud du Soudan aurait les plus forts taux mondiaux de tuberculose, d'onchocercose et de dracunculose. Les taux d'exécution des programmes de lutte contre la tuberculose sont tombés de 85-95 % à moins de 75 % d'inexécution, qui étaient de 5 % en moyenne durant les périodes antérieures, étant passés à plus de 25 %. Plus de 75 600 cas d'onchocercose ont été traités en 1996 et 14 680 durant le premier trimestre de 1997. En 1996, plus de 120 400 cas de dracunculose ont été signalés dans 5 462 villages, mais on estime qu'en réalité leur nombre est beaucoup plus élevé. Environ 248 000 filtres ont été distribués pour filtrer l'eau.

50. La trypanosomiase, toujours fatale, si elle n'est pas traitée, est devenue endémique dans certains secteurs d'Équatoria-Ouest. On craint qu'elle ne s'étende à de nouvelles populations car l'accès aux centres de soins est limité et le coût du traitement prohibitif. En 1996-1997, le Programme des Nations Unies sur le virus d'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA), en coopération avec le PNUD, a participé aux préparatifs de la mise au point d'un programme national de lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (Sida) au Soudan. À la fin de cette période, un petit programme de sensibilisation au Sida était en cours d'exécution dans de nombreux endroits.

Sécurité alimentaire des ménages

51. En 1997, l'UNICEF a distribué 630 tonnes de semences et 134 000 outils à environ 116 000 foyers au sud du Soudan et dans le sud du Kordofan. Les programmes d'échange de semences ont été moins efficaces en 1996 qu'en 1995 en raison des nombreuses inondations. Parmi les nouveaux programmes, on peut citer des centres de multiplication des semences à Malakal et au sud du Kordofan et un programme de formation agricole en Équatoria-Ouest. On a aidé plus de 460 écoles au sud du Soudan et au sud du Kordofan à se doter de jardins.

52. Durant la période à l'examen, 1,3 million de têtes de bétail ont été vaccinées contre la peste bovine au sud du Soudan et dans la zone de transition. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, l'UNICEF a formé 160 vaccinateurs et 15 agents vétérinaires des collectivités. Dans les zones desservies par le secteur sud de l'Opération, le Fonds et neuf organisations non gouvernementales participantes ont formé, supervisé et équipé plus de 400 agents vétérinaires.

Enseignement palliatif

53. Pour promouvoir l'éducation des filles, des uniformes scolaires et des extraits de naissance ont été distribués à 3 000 élèves dans les zones contrôlées par le Gouvernement. Un projet d'alimentation scolaire, administré conjointement par l'UNICEF, le PAM et le Ministère fédéral de l'éducation amené une diminution des taux d'abandon scolaire dans 25 écoles de villes contrôlées par le Gouvernement au sud du Soudan. Plus de 1 180 instituteurs ont reçu une formation dans les zones tenues par les rebelles dans le cadre de 26 cours organisés entre août 1996 et juillet 1997. Du matériel pédagogique de base a été fourni à 1 412 écoles primaires dans les zones contrôlées par le Gouvernement et celles contrôlées par les rebelles.

Enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile

54. Dans le cadre du premier programme de regroupement familial exécuté dans les zones contrôlées par l'APLS, 168 enfants ont retrouvé leur famille dans les districts de Rumbek et Yirol en septembre 1996. Trois cent six autres enfants ont été ramenés par avion auprès de leur famille à Aweil, Tonj, Wau, Rumbek et Yirol en décembre 1996, ce qui porte à plus de 1 700 le nombre des enfants ayant retrouvé leur famille au sud du Soudan depuis 1992. Le Fonds et ses partenaires ont continué à rechercher les familles de 3 000 enfants vivant seuls dans des camps de personnes déplacées dans les zones contrôlées par l'APLS et leur ont fourni un appui pédagogique.

55. En 1996, grâce à l'assistance fournie par le secteur nord de l'opération, 216 enfants vivant dans un camp à Abu Dom (Khartoum) ont retrouvé leurs familles qui vivaient dans des zones du sud du Soudan, dans la zone de transition ainsi qu'à Khartoum. L'évaluation du processus de regroupement est en cours. En juin 1997, le camp d'Abu Domm a été fermé et plus de 200 enfants ont été installés au Centre national d'accueil Soba à Khartoum, où ils demeureront en attendant de retrouver leurs familles. Le secteur nord de l'Opération a aussi coordonné le regroupement de 300 enfants déplacés avec leurs familles au sud du Darfour.

Approvisionnement en eau et assainissement

56. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, l'UNICEF a foré et installé 11 nouveaux puits, réparé 175 pompes manuelles, en a installé 7 nouvelles et a formé 55 mécaniciens à l'entretien des pompes. Le Fonds a aussi installé 775 latrines pour des ménages et 3 dans des écoles. Dans les zones contrôlées par les rebelles, l'équipe compétente de l'opération Survie au Soudan a réparé plus de 600 pompes manuelles et a foré 6 nouveaux puits. On continue de veiller à ce que les

programmes de soins de santé primaires ne négligent pas la gestion de l'approvisionnement en eau et la sensibilisation aux questions d'hygiène.

Nutrition

57. Dans certaines régions du sud du Soudan, la situation nutritionnelle a continué à se détériorer en 1997, avec des taux de malnutrition inacceptablement élevés, allant de 16 % à Juba à 50 % dans le Bahr el-Ghazal. L'UNICEF et ses partenaires ont fourni des suppléments diététiques – UNIMIX, biscuits protéinés et gélules de vitamine A – au sud du Soudan, au sud du Darfour et au sud du Kordofan. L'Adventist Development Relief Agency s'est efforcée de répondre aux besoins nutritionnels de 40 000 enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes dans les camps de personnes déplacées de Khartoum. Durant la période à l'examen, le secteur nord de l'Opération a fabriqué et distribué 823 tonnes d'UNIMIX à 30 000 bénéficiaires chaque mois dans les secteurs du sud et de la zone de transition contrôlés par le Gouvernement.

H. Assistance aux réfugiés

58. À la fin de juin 1997, un total de 386 847 réfugiés, venant pour la plupart d'Érythrée et d'Éthiopie et en plus petits nombres, du Tchad, de la République démocratique du Congo et d'Ouganda, se trouvaient sous la protection du HCR. Sur ces réfugiés, 152 874 vivaient dans 26 camps à l'est du Soudan et recevaient une assistance pour l'approvisionnement en eau, les soins de santé, l'alimentation et l'éducation. Les réfugiés érythréens constituent le groupe de réfugiés majoritaire au Soudan, 132 327 d'entre eux recevant une assistance dans des camps et quelque 195 331 autres vivant dans les zones urbaines. On estime le nombre d'Éthiopiens résidant au Soudan à plus de 44 000, dont 14 815 reçoivent une assistance dans les camps du HCR. Les 30 000 autres se sont installés d'eux-mêmes dans les grandes agglomérations urbaines, notamment Karthoum, Kassala, Gedaref et Port Soudan.

59. Le HCR estime que 4 400 réfugiés du Tchad, 100 réfugiés de Somalie et 9 600 réfugiés d'Ouganda, de République démocratique du Congo et d'ailleurs résident également au Soudan. Si l'on excepte les quelque 4 400 Tchadiens vivant à l'ouest du Darfour, la plupart de ces réfugiés se sont installés spontanément dans les centres urbains et ils ne reçoivent donc aucune assistance du HCR ni des autres organismes d'assistance.

60. En juin 1996, 56 647 réfugiés avaient été rapatriés volontairement en Éthiopie dans le cadre de l'opération

lancée par le HCR en 1993. Six mille neuf cent soixante et un autres Éthiopiens et 75 Érythréens ont été rapatriés durant le premier trimestre de 1997. Le programme de rapatriement des Érythréens, qui a commencé comme projet pilote en 1994, a été suspendu en juin 1995 et est toujours mal en point. En mai 1997, après que le Gouvernement soudanais eut levé les principaux obstacles à la reprise de l'Opération, le Gouvernement érythréen a expulsé tous les fonctionnaires internationaux des bureaux du HCR à Asmara et à Teseney. Malgré les interventions de haut niveau du HCR auprès des autorités érythréennes, l'Opération demeurait suspendue à la fin de la période à l'examen.

61. L'intensification du conflit civil au Soudan et l'apparition de l'insécurité dans les pays voisins ont entraîné un afflux de réfugiés et de rapatriés dans le sud du Soudan durant le premier semestre de 1997. Quelque 1 000 réfugiés de la République démocratique du Congo et 75 Ougandais sont arrivés à Juba durant cette période. Comme par le passé, réfugiés et rapatriés, notamment ceux de Juba, ont reçu une assistance dans le cadre de l'opération Survie au Soudan. En mai 1997, une mission est venue du HCR pour évaluer la situation des rapatriés soudanais. Dans son rapport, elle a indiqué qu'environ 50 000 réfugiés étaient revenus, la plupart dans des zones occupées par l'APLS, et a recommandé de détacher du personnel du HCR auprès du secteur sud de l'Opération afin qu'une protection adéquate puisse être fournie aux rapatriés.

62. Durant l'offensive militaire qu'ont lancée les forces d'opposition soudanaises dans les Red Sea Hills, le camp de Garora, qui accueille environ 12 500 réfugiés érythréens, a été occupé. Une mission commune du HCR, du PAM et de la Commission des réfugiés a confirmé en juin 1997 que les réfugiés vivant à Garora soit étaient retournés en Érythrée, soit s'étaient dispersés dans les collines avoisinantes.

IV. Mesures prises par les États Membres

63. Outre les activités décrites ci-dessus, plusieurs États Membres ont fourni des renseignements sur les mesures qu'ils ont prises en application de la résolution 51/30 I de l'Assemblée générale.

64. Le Gouvernement italien a fourni une contribution d'un milliard de lires à l'UNICEF pour un programme sanitaire et social.

65. Durant l'exercice biennal 1996-1997, le Gouvernement irlandais a fourni un total de 526 000 livres irlandaises pour l'aide d'urgence au Soudan.

66. Entre juin 1995 et juin 1997, le Gouvernement suédois a fourni 68 millions de couronnes suédoises pour l'aide d'urgence au Soudan, notamment dans les domaines suivants : protection et assistance humanitaire, approvisionnement en eau, assainissement et appui aux transports, soins et aide aux réfugiés, rapatriement, et éducation. Sur ce montant, 23 millions de couronnes ont été versées durant la période allant de janvier à juin 1997. Les principaux agents d'exécution ont été l'UNICEF, le HCR et le CICR.

67. Le Gouvernement suisse a fourni 4 500 520 francs suisses pour l'aide humanitaire au Soudan en 1996.

68. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a donné un total de 2 686 115 livres sterling en 1997 à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations internationales non gouvernementales pour l'aide alimentaire, l'assistance humanitaire non alimentaire, l'assistance au redressement et l'assistance aux réfugiés soudanais, en Ouganda et ailleurs.

V. Observations finales

69. Les précédents rapports ont mis en lumière les succès remportés par l'opération Survie au Soudan et l'impact qu'elle a eu en tant qu'instrument efficace d'action humanitaire en période de conflit interne. Tant les institutions humanitaires des Nations Unies que l'Équipe d'experts indépendants qui, de novembre 1995 à août 1996, a effectué la première évaluation indépendante de l'opération Survie au Soudan jamais menée depuis 27 ans que celle-ci existe, ont réaffirmé sans équivoque que cette opération conservait toute son utilité pour les personnes affectées par la guerre et autres personnes déplacées au Soudan.

70. Bien qu'une coopération se soit instituée à de nombreux niveaux avec le Gouvernement soudanais et les mouvements rebelles, les activités de l'opération Survie au Soudan ont été entravées par certaines politiques et tactiques d'obstruction visant à faire obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations civiles qui en ont besoin. Dans ce contexte, les coordonnateurs de l'opération Survie au Soudan à Khartoum et à Nairobi, ainsi que l'Envoyé spécial pour les affaires humanitaires au Soudan, ont joué un rôle essentiel dans le maintien du cadre dans lequel tous les participants, nationaux comme internationaux, à l'opération Survie au Soudan coopèrent aux fins de l'action humanitaire. Ce cadre de coopération a au fil des ans évolué de telle manière qu'ainsi que l'attestent les accords concernant l'Opération conclus en mars et mai 1994, les paramètres de l'action humanitaire au Soudan doivent conserver un caractère tripartite si l'on veut que l'action humanitaire internationale aide équitablement

et efficacement les populations civiles affectées par la guerre. C'est dans le cadre de ces paramètres, de plus, que les modalités spécifiques de la participation des diverses parties doivent être arrêtées.

71. La poursuite fructueuse de l'opération Survie au Soudan risque d'être compromise si le caractère strictement neutre et impartial du mandat humanitaire des organismes de secours des Nations Unies n'est pas reconnu. Les parties ont certes toujours accepté l'intervention humanitaire de l'Organisation des Nations Unies dans son principe mais l'effet des entraves imposées aux activités a parfois été tellement rigoureux qu'il remettait en question la viabilité même de l'opération Survie au Soudan. Comme le montrent le présent rapport et les rapports précédents, c'est principalement l'accès de l'Opération aux populations affectées qui a fait l'objet de restrictions, soit que les vols transportant des secours de la base de Lokichokio vers le sud du Soudan et l'action humanitaire en faveur des quelques deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays qui vivent à Khartoum et aux alentours aient été perturbés, soit que l'autorisation d'évaluer la situation des populations civiles vivant dans les Monts Nuba ou dans les zones nouvellement touchées du fait de la reprise des hostilités ait été refusée. L'attention de l'Assemblée générale est une nouvelle fois appelée sur ces questions.
